

Pologne et Hongrie bloquent le "plan de relance" européen : pas d'ingérence chez eux !

écrit par Christine Tasin | 18 novembre 2020



Au nom du fameux « Etat de droit », l'UE et ses tarés mondialistes amoureux des minorités voudraient imposer à tous les pays européens leurs « normes », leurs prétendues « valeurs à la sauce européenne » (il s'agit, selon nous, de dictature de la pensée et de négation de la démocratie). Bref, les notions de justice, de pluralité des medias, de démocratie... sans parler du politiquement correct sur l'immigration, l'avortement, le droit des minorités, le féminisme ou la propagande LGBT sont pour l'UE actuelle des éléments de la « civilisation européenne » qu'il faudrait imposer, quoi que veuillent et pensent les différents peuples. Sans parler de la dictature de la CEDH. Pologne et Hongrie montrent les dents en menaçant de mettre leur veto au colossal budget européen qui contient des centaines de milliards prêtés à tous les pays européens pour lutter contre la crise Covid mais aussi pour l'imposture climatique...

Si veto, pas de versement. Orbán et son comparse tiennent von des Layen, Macron, Merkel et toute la clique par le bout du nez...

C'est fort drôle !

On constate l'échec de l'UE qui non seulement ne fonctionne pas au niveau économique avec une Allemagne qui rafle toute la mise aux dépens des autres pays (comme la France) mais aussi au niveau civilisationnel.

On rappellera au passage que ceux qui critiquent, entre autres la concentration des medias en Pologne sont ceux qui participent à la Pravda journalistique pro-Macron en France...avec quelques hommes, tous amis de Macron, qui détiennent presque tous les medias subventionnés.

A partir de 29'54 dans Face à l'info, l'analyse de Sébastien Ferjou, suivie par une superbe analyse de Zemmour qui explique comment Macron utilise la crise Covid pour accélérer le fédéralisme de l'Europe (ce que Charles [Gave a appelé un coup d'Etat](#)) et il rappelle brillamment ce qu'est l'Etat de droit. Minute 36. Simple et limpide.

Derrière la notion d'Etat de droit, on veut obliger les Hongrois et les Polonais à se soumettre à la conception multiculturaliste des pays occidentaux. On veut leur imposer migrants, avortement, propagande LGBT... Il est inacceptable que ce soit des juges européens qui gouvernent les différents pays d'Europe.

C'est la Hongrie et la Pologne qui défendent la souveraineté nationale, une certaine conception de la civilisation européenne...